

MUGABONAKE Gallican
Directeur de l'Ecole
Technique Officielle de
Gatumba
B.P 12 GITARAMA

Gatumba, le 21/3/1989

GATARAMA
5-4-89

Vote ami?
28/3/89

Entrée le	29. MARS. 1989
N° indicateur	2452
A traiter par	D.F.S
Classé par

A DG/CA
3/4/89

Objet: Demande de publication
d'un article

Monsieur le Président du comité de
Rédaction de la Revue "Education, Science
et culture"
KIGALI

3/4/89

1641/89

31/3/89

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de recourir auprès de votre
compétence pour vous demander la publication de l'article intitulé
" Pour un changement dans le système éducatif Rwandais".

Cet article émet quelques idées favorables
au changement au sein de notre réforme d'éducation et expose certains
problèmes qui peuvent handicaper l'atteinte de ses objectifs.

Dans l'espoir d'une suite favorable je
vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute
considération.

Gallican MUGABONAKE
Directeur de l'Ecole Technique
Officielle de GATUMBA



Pour un changement dans le système Educatif
Rwandais

par

MUGABONAKE Gallican

Licencié en Sciences de l'Education

Directeur de l'Ecole Technique Officielle de
GATUMBA

B.P 12 GITARAMA

Gatumba, Mars 1989

Table des matières

	Page
0. Introduction	1
1. Les dimensions de l'Education.....	2
2. Une réforme nécessite un suivi et une évaluation.....	4
3. Un changement s'impose au Rwanda.....	5
4. L'absence de documentation: une alarmante cause d'échec.....	7
Conclusion.....	9
Bibliographie.....	

0. INTRODUCTION

D'aucuns estiment, à juste titre, que le Rwanda entre dans une phase décisive et chaude en matière d'éducation à la veille du troisième mandat du Général Major HABYALIMANA.

Ouvrant les travaux du 6^e congrès National ordinaire du Mouvement dont il est le fondateur, le Président HABYALIMANA a reçu de grands applaudissements lorsqu'il a attaqué le chapitre de l'éducation nationale. Mais, on le sait, aucune décision, aucun parti n'était pris par le patron numéro un de ce pays de paix. Je suppose qu'il a préféré beaucoup de débats.

Les psychologues sont d'accord avec moi pour affirmer qu'une partie du peuple Rwandais s'exprimait ouvertement. En effet, lorsqu'on suit de près les débats politiques alors que la polémique sur les admissions reste interminable, il est aisé de constater que la réforme scolaire actuelle occupe, dans les états d'esprit des hommes politiques et des techniciens de l'éducation Rwandais, une place assez considérable.

Beaucoup de critiques négatives, on s'en souviendra, ont été adressées à ce grand événement qui aura permis au système éducatif Rwandais de tourner une nouvelle page de son histoire. Certains, de grands intellectuels, sont allés même à ignorer, pour leurs enfants, la structure préconisée par cette réforme.

Ces critiques, heureusement, n'ont pas pu constituer un frein majeur à un grand pas que se décidait de faire le Gouvernement de l'Homme de la paix et de l'unité; celui-ci n'ayant pas accepté de revenir en arrière malgré les pressions et les comportements anti-réforme.

Mais seulement dès que les lauréats des CERAI ont manifesté leurs difficultés d'embauchage, donc d'intégration, certains ont commencé à donner raison aux opposants. Or l'intégration dans le milieu, rural principalement, était un des grands et chers objectifs du système réformé.

Une question se pose à ce niveau: les céraïstes se sont-ils réellement intégrés dans le milieu rural ou urbain selon le cas? pourquoi?

La réponse à cette question on ne peut plus intéressante autorise un point de vue sur la réforme éducative actuelle.

Outre les CERAI, il y a l'enseignement primaire proprement dit après lequel l'élève est censé suivre les études à l'école secondaire. Ici encore on est en droit de se demander si l'école primaire prépare le candidat à l'enseignement secondaire. Cette interrogation.

.../

est assez pertinente en matière d'appréciation du système.

Pour certains, la réforme a déjà connu un échec. Il est facile de le chanter mais très difficile de le prouver. Difficile car ce n'est qu'après avoir trouvé une réponse à des questions de ce genre qu'il est permis de tenter des avis portant les sujets tels que: faut-il une autre réforme ? faut-il des changements à certaines dimensions ?

Voilà sur quoi vont porter *nos* propos. En tant *que* force *de* nation le souci de participation aux débats visant l'amélioration et la promotion de l'éducation Rwandaise est aussi mien. Car comme le déclarait le Chef du Gouvernement Rwandais le 15/1/1989 " la priorité déclarée du Gouvernement en matière d'éducation nationale concerne l'augmentation du taux de scolarité au niveau primaire aussi bien qu'au niveau secondaire et supérieur, l'amélioration *constante* de la qualité de l'enseignement, à tous les niveaux ainsi que la mobilisation de toutes les ressources et de toutes les forces vives autour de la promotion de l'éducation à tous les niveaux ". (1)

Nous essayerons de voir si réellement une réforme s'impose ou si plutôt un changement *au sein* de la réforme est souhaité avant de voir quelques obstacles à la réussite du système d'éducation actuel.

1. Les dimensions de l'éducation

Avant d'ouvrir les débats une mise au point sur le cadre théorique qui intéresse et guide de la vie d'un système d'éducation s'avère nécessaire. Parmi les théories actuelles celle de MBANGURA Daniel (2) dans sa brillante thèse de doctorat semble, à notre avis, avoir un impact véritable sur le système Rwandais car elle tient en considération le processus et la structure politique tout *la* procédure de prise de décision du Rwanda.

comme

En effet, selon lui, quatre dimensions constituent un système d'éducation. La dimension normative concerne l'analyse et la définition des objectifs généraux et spécifiques en matière d'éducation. En d'autres mots c'est la dimension sur laquelle se prennent les décisions relatives à la politique éducative, à la structure des objectifs fondamentaux que poursuit un pays dans le domaine éducatif.

C'est cette dimension qui donne des directives, fixe les normes par rapport auxquelles

(1) Habyalimana Juvénal, Discours prononcé par le Président de la République à l'occasion de la présentation du programme Gouvernemental pour le Mandat 1989 - 1994, Kigali, 1989 P. 42

(2) Mbanguira, D. La planification de l'éducation soumise aux processus d'évaluation et d'orientation continues: Fondements théoriques et méthodologiques pp 335-336

se fera l'évaluation des résultats ou produit du système d'éducation. Tout changement à ce niveau provoque des changements dans les autres aspects du système.

La dimension techno-économique concerne les stratégies technologiques en rapport avec l'organisation pédagogique et la gestion des ressources matérielles et humaines. C'est elle sur laquelle se prennent les décisions relatives à l'organisation pédagogique du processus d'enseignement-apprentissage. C'est à-dire ses structures, ses programmes, méthodes et techniques d'apprentissage et l'acquisition et gestion des ressources permettant de réaliser les objectifs.

Les changements introduits à cette dimension n'impliquent pas des changements à la 1ère dimension. En effet, une mauvaise organisation pédagogique, une mauvaise méthode, un mauvais programme peuvent conduire à un mauvais fonctionnement du système sans que pour autant les objectifs aient été mal choisis. Supposons qu'on se fixe un objectif d'adapter l'éducation au besoin de l'économie. Il faudrait mettre sur pied une stratégie (professionnalisation, ruralisation par exemple) et un programme susceptible de réaliser cet objectif mais également un personnel compétent, qualifié qui puisse exécuter ce programme. Il suffit d'une carence qualitative ou quantitative de ressources humaines pour que le programme échoue et par voie de conséquence la non atteinte de l'objectif malgré la pertinence de celui-ci.

Plusieurs échecs des réformes risquent de provenir d'une mauvaise décision et gestion de cette deuxième dimension, celle-ci à elle seule peut nous permettre de répondre à la question relative à l'introduction des changements dans notre système.

Quant à la dimension administrative, elle est l'axe sur lequel s'élaborent les stratégies d'organisation administrative destinées à prendre en charge l'exécution des stratégies. A cette dimension se prennent les décisions relatives à la structure hiérarchique plus ou moins centralisée, plus ou moins morcelée de l'organisation administrative, au fonctionnement et à la répartition des compétences entre autorités qui assurent ce fonctionnement. Il s'agit de la coordination, intégration et collaboration entre les différents services, organes et autorités.

Enfin la dimension psychosociale de l'éducation se traduit par l'élaboration des stratégies destinées à motiver ou inciter les individus, les groupes et les institutions intéressées

[Handwritten scribbles and redactions at the bottom of the page]

à orienter leurs comportements et leurs décisions dans le sens des objectifs de la politique éducative.

2. Une réforme nécessite un suivi et une évaluation.

Une réforme de l'éducation naît d'une décision prise à la dimension normative face à un souci politique: celui de permettre au système éducatif de servir véritablement la population en vue de résoudre ses problèmes socio-économique et culturel et augmenter le fondement.

Pour connaître le rendement et l'évolution du système il va du devoir d'un pays de procéder d'abord à des études et recherches scientifiques portant sur les divers aspects tels la planification, l'orientation, l'adaptation des programmes etc..., ce qui, de l'avis de la plus haute institution politique Rwandaise, le M.R.N.D " requiert donc suivi et évaluation continue de ce système en vue de proposer en temps opportun des réajustements nécessaires". (1)

L'évaluation est certes difficile dans la mesure où l'expérience professionnelle compte pour la plupart des carrières. Mais un jugement peut être porté à un étudiant universitaire ou un élève de l'enseignement secondaire. Ces deux degrés peuvent, si l'évaluation est minutieusement faite, permettre de donner une opinion réaliste sur la formation à l'école primaire et secondaire. Et c'est à ce moment qu'on serait en droit de constater les défaillances et les points forts au sein de la réforme qui, il faut le souligner, ne peut arrêter son parcours à moins d'agir sur la dimension normative. Celle-ci, cependant, pourrait faire objet d'étude si l'évaluation tire la conclusion comme quoi les objectifs de départ ont été mal choisis, sauf si les personnes nanties de pouvoir de décision veulent persister dans l'erreur.

Ce n'est que lorsque les points faibles, surtout, auront été révélés que le pays et ses techniciens de l'éducation se prononceront en faveur d'un changement au sein du système réformé et non pour une réforme. Tout cela exige un suivi et une évaluation régulière du système afin de faire des réajustements visant l'amélioration de ses performances.

L'évaluation sera le fruit de l'analyse et des actions exercées sur les divers éléments du système. Lorsqu'elle est bien menée l'évaluation montrera au monde politique les défauts et les qualités. Cette 2e catégorie devant être maintenue

(1) M.R.N.D, politique de l'éducation, de la culture, de la recherche Scientifique et technique au Rwanda p 128

et perfectionnée, s'il y a lieu, tandis que naturellement la 1ère disparaîtra de la scène éducative du pays.

Le changement à opérer constitue, dans tous les cas, une amélioration du système en place, donc une perfection de la réforme. Et il est indispensable pour sa santé. Ne pas opter pour lui, après avoir constaté les lacunes, revient à garder le silence et laisser un entrepreneur construire un 3e étage sur un bâtiment de 2 étages lorsqu'on est averti du danger d'écroulement de certaines de ses parties. Pourquoi ne pas immédiatement corriger d'abord ses défauts techniques ?

En d'autres termes les politiciens décidés devraient accepter, sans condition, le changement au sein d'un système à partir du moment où le technicien vient d'en montrer les lacunes. Non comblées, celles-ci risquent, sans nul doute, de conduire directement le bénéficiaire et la planète entière dans une situation catastrophique plutôt que de lui donner des garanties d'espoir d'un avenir prometteur. Et la réforme aura servi non comme outil de progrès, mais comme la meilleure arme du sous-développement.

Toujours est-il que le technicien, lors de son évaluation du système, est appelé à avoir à l'esprit les options politiques ainsi que les objectifs de la réforme sans quoi ses recommandations seront vides de sens et n'auront aucun impact réel sur l'homme politique et le peuple qui *auront* tracé une ligne de conduite en matière d'éducation. L'hypothèse sous-jacente étant que les procédures de prise de décision sont assez démocratiques pour tenir en considération les opinions et les réalités politique, sociale, économique et culturelle de la population concernée.

En conclusion, une réforme éducative nécessite toujours et partout inévitablement une évaluation et un suivi, seuls capables de permettre l'introduction des changements progressifs pour son développement harmonieux en vue de l'adapter au monde moderne caractérisé par de sérieuses et fréquentes mutations si bien que si l'on ne suit pas on risque de se retrouver toujours à la dernière place.

3. Un changement s'impose au Rwanda

Que dire de la réforme Rwandaise de l'éducation ? Même si peu d'études de grande envergure viennent d'être entreprises dans le pays des mille collines, il y a lieu, sans trop d'exagération, de conclure avec la plus haute institution Rwandaise d'enseignement qu'un changement s'avère nécessaire. En effet, l'U.N.R, par le biais de ses unités académiques, s'est taillée la plus grande part des recherches dans le domaine éducatif au Rwanda. Son excellente récente contribution à l'évaluation de l'Enseignement primaire,

rural et artisanal intégré et secondaire en est une preuve tangible.

A lire tous les ouvrages relatifs à la réforme en cours, à entendre les voix des hommes politiques et des hommes de terrain (enseignants) (ces derniers, malheureusement, ne manifestent pas publiquement leurs doléances, ce qui est regrettable) on est en droit d'exiger un changement au sein de notre réforme.

La plupart des débats et recherches récentes ont porté sur la durée de l'école primaire, les CERAI, l'enseignement du Français aussi bien au premier qu'au second degré du système, l'amélioration pédagogique, administrative, financière et professionnelle. Certaines propositions sont déjà assez pertinentes pour être approuvées sans trop de commentaires d'autant plus que le chercheur en a montré l'adéquation. C'est la raison pour laquelle il y a lieu de se demander pourquoi certaines décisions ne seraient pas prises à temps par le département technique concerné. En guise d'exemple certaines personnes de milieux divers estiment les notions offertes dans les cours de Français à l'école primaire trop superficielles pour préparer l'élève à l'enseignement secondaire dispensé en Français pour presque toutes les branches. D'autres persistent à croire non indispensable la durée du cycle d'enseignement primaire (8 ans) et propose sa réduction à 6 ans etc...

Ces 2 exemples parmi tout un amalgame d'autres, à eux seuls, montrent l'état d'esprit des milieux politiques et scientifiques Rwandais. L'U.N.R, par le biais de la recherche et du haut savoir qu'elle possède, a eu l'honorable devoir d'influencer le développement du Rwanda. C'est cet aspect qu'a encore souligné, deux ^{ans} après sa célèbre visite au campus de Ruhengeri, lors de la célébration du 25e anniversaire de cette institution, son Président d'honneur en ses termes " voilà pourquoi le peuple Rwandais est en droit d'attendre de son université qu'elle s'implique massivement dans les problèmes de notre pays, qu'elle fasse partie de la solution de nos problèmes-mais qu'elle ne fasse pas partie de nos problèmes!-qu'elle mette ses connaissances, ses ressources technologiques, intellectuelles, et autres au service de la promotion de notre potentiel de Développement National ! " (1).

Après avoir qualifié l'U.N.R comme " une institution sans la quelle notre société se sentirait comme d-é-c-é-r-é-b-r-é-e " (2) il devait plus loin poursuivre en disant: " L'auto développement du Rwanda dépendra ainsi grandement de ^{la} façon dont, à l'avenir, l'Université Nationale s'impliquera, grâce à ses ^{la} ressources, grâce à son génie, dans le débat national sur la meilleure manière de valoriser l'ensemble du potentiel de Développement de notre pays " (3).

(1) Habyalimana, J, Discours du Général-Major Habyalimana Juvénal a l'occasion du 25e anniversaire de l'U.N.R. 1988 p 21

(2) Idem p 22

(3) Idem

Mañtenant cette institution vient, effectivement, de lancer une de ses fortes balles dans le camp des décideurs politiques (Présidence du M.R.N.D, congrés National, comité central, congrés préfectoraux, gouvernement, etc...). On devrait voir cõte que cõte des changements conformes à l'opinion scientifique ^à ~~un~~ cours de ce mandat présidentiel et pourquoi pas dans ses ^{premiers} ~~premiers~~ jours. Il ne faudrait pas que ces organes compliquent les choses en hésitant d'opérer ~~des~~ changements qui s'imposent dans les souhaits émis. Cela ne revient pas à dire que les recommandations sont à prendre comme parole d'évangile. Une analyse est nécessaire pour certains dossiers plus délicats. Dans tous les cas une réaction rapide s'impose.

Notre réforme et son bénéficiaire éprouvent un ~~un~~ besoin ardent de changement. Celui-ci s'avère indispensable sans quoi une déception marquera pas mal d'agents ^{et} d'acteurs qui attendent avec impatience les réactions gouvernementales et pesera fort à la réforme dont ~~les~~ objectifs n'ont jamais été remis en cause.

A notre avis, le changement devrait être la toute première préoccupation du 1er gouvernement de ce 3e mandat en matière d'éducation. Même s'il faut reculer pour faire le meilleur pas dans le développement éducatif ^{rwandais} le monde politique devrait le faire sans ~~passer~~ par 36 voies.

4 L'absence de documentation et matériel didactique: une alarmante cause d'échec.

Un système d'éducation exige un minimum de ressources humaines, matérielles et financières en vue de remplir un minimum de conditions favorables à l'apprentissage. Ainsi le M.R.N.D souligne-t-il que "Toutefois, le rythme d'expansion des infrastructures scolaires doit être déterminé en fonction des disponibilités en moyens financiers, maîtres qualifiés, équipements adéquats, matériels didactiques nécessaires à l'entreprise de formation et d'apprentissage"(1).

Il ne faudrait pas considérer les problèmes rencontrés et non résolus au cours de la période que viennent de vivre les agents et les acteurs de notre réforme comme un échec de tous les éléments. Certains ont tendance à l'affirmer. Loin de là cette mauvaise conception puisque les bienfaits (culturels par exemple) sont visibles. On sait combien les élèves d'aujourd'hui, lorsqu'ils ont suivi le programme dans les bonnes conditions, maîtrisent mieux que ceux de l'ancien système, les éléments de la culture rwandaise. Il est heureux de constater que certains programmes de l'enseignement primaire cadrent bien avec les réalités culturelle, socio-politico-économique du pays; ce qui est une des grandes victoires que celui-ci ait enregistrées en matière de décolonisation de notre enseignement.

(1) M.R.N.D, politique de l'éducation, de la culture, de la recherche Scientifique et technique au Rwanda p 126

Mais non plus, il n'est pas normal de passer sous silence certaines défaillances qui peuvent être à l'origine des échecs de certains aspects de la réforme tel le malheureux et terrible manque de documentation et de matériel didactique qui finalement, si on n'y prête pas grande attention, continuera d'être un des freins majeurs à l'atteinte des objectifs fixés au départ. Comment voulez-vous qu'un enfant sache éplucher et manger une patate douce, une pomme de terre s'il n'en a jamais connu ? Comment voulez-vous voir un étudiant exceller dans la réparation d'un véhicule, d'un poste de radio, d'un vidéo s'il n'a pas lu un ouvrage y relatif ni vu et palpé un modèle concret de ce genre ? Comment voulez-vous voir un élève briller dans la fabrication et la réparation des machines modernes s'il a lu un ouvrage traitant d'une machine datant des années 20, 30 ? Or on sait combien les choses, en matière scientifique, ont évolué et que cette machine reste au plus uniquement dans les musées occidentaux.

On a beau suivre un programme officiel bien étudié, l'absence de documentation et de matériels didactiques suffisants fera aboutir à un résultat presque nul. Et ce sera le tour de l'employeur d'enregistrer une déception et évidemment de se plaindre. C'est à ce moment d'ailleurs que la réforme perdra sa crédibilité.

Les hommes politiques de haut rang devraient réfléchir très sérieusement sur ce point qui jusqu'à présent semble être relégué au second plan dans les débats et décisions politiques de haut niveau pendant que sur le plan didactique il constitue la base, le cœur de la formation scolaire et académique et par conséquent le minimum à l'exercice d'une carrière professionnelle. Pourquoi ne pas investir assez considérablement dans l'achat d'ouvrages et de matériel didactique que de financer les internats qui, on n'a cessé de le souligner, défavorisent l'intégration socio-économique du candidat dans le milieu ?

Tant qu'on n'a pas encore amélioré cet aspect, il ne faut même pas penser à évaluer le rendement de nos élèves ni se demander pourquoi ceux-ci échouent dans l'enseignement secondaire et dans diverses universités. Vous apprenez aux élèves le fonctionnement d'une machine qu'ils ne voient pas, allez-vous espérer que la majorité le maîtriseront ? A cette question la réponse est franchement négative. Le changement aura à mettre au sommet des urgences l'action sur ces éléments de première importance dans une industrie d'enseignement.

Je suis de ceux qui estiment que la qualité de notre enseignement laisse à désirer lorsqu'un jour je me trouve devant l'obligation d'utiliser uniquement mes notes de cours d'université. Or, les anciens et actuels universitaires conviennent avec moi que celle-ci rencontre aussi cette difficulté d'une bibliothèque dont la pauvreté n'est pas à taire. Je ne remet pas en cause la formation académique de nos universités Rwandaises

car le personnel enseignant dispose d'une documentation scientifique à jour. Mais elle est souvent insuffisante, réservée à lui et par conséquent inaccessible à la majorité de la population estudiantine.

La plupart des enseignants des écoles secondaires, sinon tous, se plaignent, à juste titre, de la carence généralisée d'ouvrages scientifiques permettant de dispenser un enseignement de grande valeur. Les bibliothèques tout comme les librairies ne sont pas non plus assez riches pour servir notre enseignement. Pressons-nous de dire que rares sont les écoles secondaires qui disposent d'une bibliothèque digne de ce nom.

Par ailleurs on n'a cessé de constater dans les rayons des ouvrages dépassés (1920, 1930, 1948...) qui ne servent plus que d'objets de musée ou plutôt des ouvrages de vulgarisation dont le contenu n'a aucune valeur scientifique actuellement.

Comment voulez-vous espérer un enseignement de qualité du moment où l'enseignant est appelé d'inventer, la veille de sa leçon en classe, une matière "scientifique" de 2 heures faute de références bibliographiques ? On devrait féliciter les enseignants des nos écoles pour leur esprit et leurs efforts extraordinaires et miraculeux fournis en matière d'"invention"; car il s'agit vraiment de pondre un contenu dont le lauréat d'une telle option se servira pour sa carrière professionnelle ou ses études ultérieures. Il va de soi que cet enseignement est plus une occupation pour passer le temps qu'un apprentissage proprement dit.

Dans les établissements à filière technique, médicale ... la situation devient pire car le matériel didactique (machine, bois, appareils...) y constitue, dès la première année de la formation, le moteur sans lequel l'enseignement professionnel visé par la réforme actuelle, ne peut tourner. Or, ce qui est inquiétant c'est le coût exorbitant de ce matériel qui, pour la plupart, est à importer de l'occident. Pourtant on constate que les milieux politiques ne se rendent pas compte de la gravité de la situation, l'enseignant se contentant de dispenser une formation théorique, et non exhaustive, faute de documentation.

Ces quelques exemples alarmants sont assez forts pour convaincre le Gouvernement à penser à un autre angle d'attaque.

Conclusion.

Tout au long de nos réflexions la question d'introduire des changements a retenu particulièrement notre attention. De ce qui précède, il ressort qu'un changement s'avère indispensable à la lumière des études, recherches, débats et évaluation de la réforme éducative rwandaise, seule arme pouvant permettre l'amélioration de celle-ci.

La réforme en question a été une décision politique. Ses objectifs ne constituent pas encore un sujet de débat cause notamment de leur bien fondé et de leur réalisme. Aucune action ne peut s'exercer

sur la dimension normative. C'est pourquoi le Rwanda ne doit pas changer de camp mais est appelé à opérer des changements sur son propre terrain.

La difficulté réside, cependant, dans les ressources mises à sa disposition pour atteindre les objectifs de cette gigantesque industrie. C'est dans cette optique qu'une sonnette d'alarme a été lancée aux décideurs politiques en vue de revoir les ressources affectées à certains éléments plus particulièrement à la documentation et au matériel didactique qui risquent de constituer un obstacle au résultat escompté. La dimension techno-économique devra retenir une particulière attention.

Loin de nous la prétention d'avoir ^{épuisé} le sujet d'une telle ampleur. Nous croyons, cependant, avoir remis le problème sur le tapis afin de susciter et enrichir les débats dont a toujours besoin la vie d'un système éducatif. L'objectif reste, bien sûr, l'amélioration de ses résultats.

BIBLIOGRAPHIE

- 1- Habyalimana, J, 25^e anniversaire de l'Université Nationale du Rwanda: Discours du Général-Major Habyalimana Juvénal à l'occasion du 25^e anniversaire de l'U.N.R, Butare, 3 Novembre 1988.
- 2- Habyalimana, J, Discours prononcé par le Président de la République à l'occasion de la présentation du Programme Gouvernemental pour le Mandat 1989 -1994, Kigali, Présidence de la République, Janvier 1989.
- 3- Mbangura, D, L'aplanification de l'éducation soumise aux processus d'évaluation et d'orientation continues: Fondements théoriques et méthodologiques, U.C.L, 1983.
- 4- M.R.N.D, Politique de l'éducation, de la culture, de la recherche scientifique et technique au Rwanda, Kigali, Présidence du M.R.N.D, 1984.